



CÔTE D'IVOIRE

Découverte majeure d'un nouveau gisement pétrolier de 1,4 milliard de barils baptisé CALAO South

MADAGASCAR

La ville de Toamasina ravagée par le cyclone Gezani, 59 morts et 15 disparus selon un nouveau bilan

RDC

Le FMI tire la sonnette d'alarme face à l'explosion de la masse salariale publique

GABON

Les réseaux sociaux suspendus jusqu'à nouvel ordre, les raisons évoquées

**AES : LE GÉNÉRAL TIANI ANNONCE UNE FORCE
CONJOINTE DE 6000 HOMMES POUR INTENSIFIER
LA RIPOSTE ANTITERRORISTE**

SAD

PHOTOGRAPHY

Table des matières

03 EDITO

04 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

08 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

13 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian



01

AES

Le général Tiani annonce une force conjointe de 6000 hommes pour intensifier la riposte antiterroriste.

02

BURKINA FASO

Titao frappée par une attaque djihadiste coordonnée, au moins vingt morts

03

KENYA

Plus de 1.000 Kényans enrôlés pour combattre aux côtés de la Russie en Ukraine, le scandale révélé au Parlement

AES : Le général Tiani annonce une force conjointe de 6000 hommes pour intensifier la riposte antiterroriste

Le chef de l'État nigérien, Abdourahamane Tiani, a annoncé vendredi 13 février lors d'une interview accordée aux médias nigériens, une nouvelle étape dans le renforcement sécuritaire régional. Selon le chef de la transition nigérienne, la force unifiée de l'Alliance des États du Sahel (AES) comptera désormais 6 000 soldats, contre 5 000 initialement prévus. Une décision présentée comme une réponse directe à la dégradation persistante de la situation sécuritaire dans la zone des « trois frontières ».

Cette montée en effectifs intervient dans un contexte marqué par des attaques répétées de groupes armés opérant à travers le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Ces mouvements, souvent mobiles et transnationaux, ciblent aussi bien les forces de défense que les civils, mettant à rude épreuve les capacités nationales de riposte.

Une architecture militaire repensée

Au-delà du simple renforcement numérique, les autorités sahéliennes misent sur une réorganisation structurelle. L'objectif : améliorer la coordination opérationnelle, fluidifier le partage de renseignements et accélérer les interventions conjointes. Les chaînes de commandement ont été ajustées et la répartition des unités revue afin de permettre une meilleure couverture des zones sensibles.

Selon les autorités nigériennes, cette restructuration doit offrir davantage de souplesse tactique face à des menaces évolutives. L'enjeu est également logistique : mutualiser les ressources, harmoniser les équipements et rationaliser les déploiements sur des territoires vastes et difficiles d'accès.

Une coopération sécuritaire assumée

Officiellement lancée en décembre 2025 à Bamako, la force conjointe de l'AES symbolise la volonté des trois États de privilégier une approche souveraine et

coordonnée de la sécurité régionale. En centralisant leurs moyens militaires, les pays membres cherchent à gagner en autonomie stratégique et à renforcer leur capacité de planification commune.

Pour Niamey, cette augmentation d'effectifs envoie un signal clair : face aux défis sécuritaires persistants, l'AES entend adapter son dispositif et consolider son ancrage militaire dans l'espace sahélien. La dynamique engagée traduit une ambition affirmée de bâtir une réponse collective durable aux crises qui secouent la région.



Burkina Faso : Titao frappée par une attaque djihadiste coordonnée, au moins vingt morts

La ville de Titao, dans le nord du Burkina Faso, a été la cible d'une attaque d'envergure samedi 14 février 2026, marquant un tournant pour cette localité jusqu'alors relativement épargnée par les violences armées. Selon des sources locales, l'assaut aurait fait au moins une vingtaine de morts, un bilan qui pourrait s'alourdir.

D'après les témoignages recueillis sur place, les assaillants, décrits comme « très nombreux », ont mené une opération coordonnée en trois temps. Un premier groupe, circulant à moto, a pris pour cible le camp militaire de la ville. Les combattants auraient pillé des armes et des munitions avant de se replier.



Un deuxième détachement s'en est pris aux infrastructures de télécommunication, détruisant les installations et coupant ainsi Titao du reste du pays pendant plusieurs heures. Cette action a considérablement compliqué l'évaluation de la situation et l'organisation des secours.

Enfin, un troisième groupe est entré dans la ville et a attaqué le marché central. Des commerces ont été pillés, des camions de ravitaillement incendiés et plusieurs bâtiments réduits en cendres, selon des habitants. Des images relayées sur les réseaux sociaux montrent d'importants dégâts matériels.

Dimanche 15 février au soir, le porte-parole des forces armées burkinabè, le lieutenant-colonel Abdoul Aziz Ouedraogo, s'est exprimé à la télévision nationale. Il a confirmé des « attaques multiples » dans le nord du pays et assuré que « la situation est sous contrôle à Titao ». Il a également salué « la vaillance et le professionnalisme des forces de défense », affirmant que celles-ci ont infligé « une lourde défaite aux terroristes », avec la neutralisation de « plusieurs dizaines » d'assaillants.

Sur les réseaux sociaux, de nombreux habitants ont lancé des appels à l'aide, affirmant que les assaillants auraient menacé de revenir. L'attaque ravive les inquiétudes dans cette zone déjà fragilisée par l'insécurité et souligne les défis persistants auxquels font face les autorités pour sécuriser le nord du pays.

Kenya : Plus de 1.000 Kényans enrôlés pour combattre aux côtés de la Russie en Ukraine, le scandale révélé au Parlement

Une onde de choc traverse le Kenya. Selon un rapport conjoint des services de renseignement et de la direction des enquêtes criminelles présenté aux députés, plus de 1.000 ressortissants kényans auraient été recrutés pour combattre aux côtés de la Russie dans la guerre qui l'oppose à l'Ukraine. La révélation, faite au Parlement par le chef de la majorité, Kimani Ichung'wah, dresse le portrait d'un système de recrutement opaque, mêlant promesses d'emplois fictifs, complicités présumées et itinéraires de transit sophistiqués.

Des promesses d'emploi transformées en contrats militaires

Pour beaucoup de ces hommes, le voyage vers la Russie débute par une offre séduisante : un emploi dans la sécurité, le commerce ou le sport, assorti d'un salaire mensuel compris entre 920 et 2.400 euros, une somme considérable dans un pays où certains travailleurs gagnent à peine 100 euros par mois.

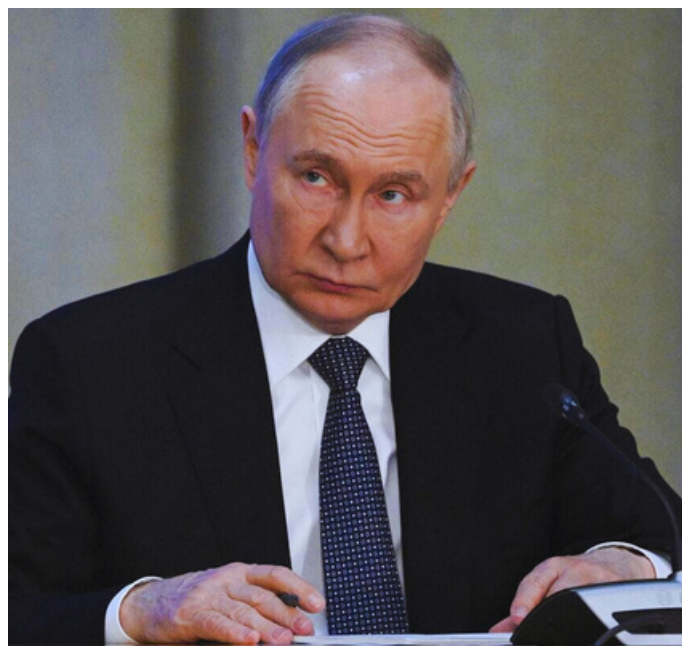
Les recrues quittaient le territoire kényan munies de visas touristiques, transitant notamment par la Turquie et les Émirats arabes unis, via Istanbul et Abou Dhabi. D'autres itinéraires plus discrets ont récemment été empruntés, passant par l'Ouganda, la République démocratique du Congo ou encore l'Afrique du Sud, afin d'échapper aux contrôles.

Une fois arrivés en Russie, nombre d'entre eux auraient été contraints de signer des contrats avec l'armée avant d'être rapidement envoyés sur le front ukrainien, souvent sans formation militaire préalable.

Un bilan humain déjà lourd

D'après les chiffres communiqués aux parlementaires, 28 recrues sont portées disparues, 89 seraient déployées en première ligne, 35 stationnées dans des bases militaires et 39 hospitalisées. Trente ressortissants ont pu être rapatriés.

Une enquête publiée récemment par l'Agence



France-Presse a recueilli les témoignages de quatre Kényans revenus du conflit, dont trois blessés. Tous affirment avoir été trompés sur la nature réelle de leur engagement.

Soupçons de complicités

Le rapport évoque l'implication présumée d'agences de recrutement locales, ainsi que la complicité d'agents corrompus à l'aéroport de Nairobi, au sein des services de l'emploi et même dans certaines représentations diplomatiques, notamment entre Nairobi et Moscou.

Ces révélations ont provoqué un vif débat politique. Le gouvernement kényan a fermement condamné l'utilisation de ses citoyens comme « chair à canon ». Le chef de la diplomatie, Musalia Mudavadi, doit se rendre prochainement à Moscou, une visite qui s'annonce délicate au regard de l'ampleur de l'affaire.

Un phénomène qui dépasse le Kenya

Pour Nairobi, l'enjeu est désormais double : démanteler les filières locales et protéger des citoyens souvent vulnérables, attirés par la promesse d'un avenir meilleur et qui se retrouvent, à des milliers de kilomètres de chez eux, plongés dans l'un des conflits les plus meurtriers du continent européen.



01 CÔTE D'IVOIRE

Découverte majeure d'un nouveau gisement pétrolier de 1,4 milliard de barils baptisé CALAO South

02 RDC

Le FMI tire la sonnette d'alarme face à l'explosion de la masse salariale publique

03 BURKINA FASO

Le FMI décaisse 33,2 millions de dollars supplémentaires pour relancer l'économie et renforcer la résilience climatique

Côte d'Ivoire : Découverte majeure d'un nouveau gisement pétrolier de 1,4 milliard de barils baptisé CALAO South

La Côte d'Ivoire franchit une nouvelle étape dans son ambition énergétique. Le gouvernement a en effet, annoncé ce lundi 16 février, la découverte d'un important gisement d'hydrocarbures dans le bassin sédimentaire offshore, confirmant la montée en puissance du pays parmi les producteurs émergents d'Afrique de l'Ouest.

Cette découverte, réalisée début février par le groupe italien Eni en partenariat avec PETROCI Holding, concerne le bloc CI-501. Baptisé CALAO South, le gisement a été identifié à la suite du forage du puits d'exploration Murène South-1X, creusé à une profondeur totale de 5 058 mètres, dont environ 2 200 mètres en tranche d'eau.

Les opérations, menées en eaux profondes à près de 8 kilomètres au sud-ouest du puits Murène-1X (bloc CI-205), ont mis en évidence la présence de pétrole léger, de gaz naturel et de condensats. Ces résultats confirment le potentiel géologique considérable du bassin offshore ivoirien, désormais considéré comme l'un des plus prometteurs de la région.

Selon les premières estimations techniques, les ressources en place identifiées sur les blocs CI-501 et CI-205 atteindraient environ 1,4 milliard de barils équivalent pétrole. Ce volume positionne la découverte parmi les plus significatives enregistrées ces dernières années dans le pays

Un levier stratégique pour l'économie nationale

Au-delà de l'enjeu pétrolier, cette avancée renforce surtout les perspectives gazières de la Côte d'Ivoire. Le gaz naturel constitue en effet, un pilier central de la stratégie énergétique nationale, notamment pour alimenter les centrales thermiques qui assurent l'essentiel de la production d'électricité.

Le gouvernement ambitionne d'accroître la production locale de gaz afin de sécuriser



l'approvisionnement du réseau électrique national ; soutenir la croissance industrielle et consolider la position du pays comme exportateur d'électricité vers les États voisins.

Un signal fort aux investisseurs

Cette découverte illustre également l'attractivité croissante du secteur pétrolier ivoirien auprès des majors internationales. La collaboration entre Eni et PETROCI Holding s'inscrit dans un programme d'exploration soutenu, engagé ces dernières années dans les blocs en eaux profondes.

Des études complémentaires sont en cours pour affiner l'évaluation des ressources et définir les modalités de développement du gisement. Si les projections se confirment, CALAO South pourrait



jouer un rôle déterminant dans le renforcement de l'indépendance énergétique du pays et dans l'augmentation de ses recettes d'exportation.

En consolidant ses capacités d'exploration et de production, la Côte d'Ivoire confirme ainsi son ambition de devenir un acteur énergétique majeur en Afrique de l'Ouest, capable d'allier croissance économique, sécurité énergétique et attractivité internationale.

RDC : Le FMI tire la sonnette d'alarme face à l'explosion de la masse salariale publique

En République démocratique du Congo, l'avertissement du Fonds monétaire international sonne comme un rappel à l'ordre budgétaire. L'institution estime que la dynamique actuelle des dépenses publiques, tirée par une forte progression de la masse salariale dans l'administration, fait peser un risque sérieux sur la stabilité financière du pays.

Une masse salariale devenue envahissante

Au fil des mois, les dépenses de personnel ont pris une ampleur inédite. Elles représentent désormais plus de la moitié des recettes courantes de l'État, une proportion que les autorités elles-mêmes ont qualifiée de « critique ». Les projections pour 2025 et 2026 montrent déjà des dépassements par rapport aux prévisions initiales.

Cette évolution réduit considérablement les marges de manœuvre budgétaires. Les ressources absorbées par les salaires ne peuvent plus être orientées vers des investissements structurants comme les routes, l'énergie ou les infrastructures de base, pourtant essentiels à la croissance à long terme.

Des secteurs clés sous pression

Trois grands domaines concentrent l'essentiel de cette hausse.

L'Éducation et la Santé ont vu la régularisation de milliers d'agents, intégrés progressivement à la paie publique. Dans la Justice, l'augmentation des effectifs de magistrats s'est accompagnée d'une revalorisation salariale. Le secteur sécuritaire, lui aussi, contribue à l'alourdissement de la facture. La conséquence, c'est que le budget devient rigide. En cas de choc économique ou de crise humanitaire, l'État dispose de moins de souplesse pour redéployer rapidement ses ressources.

Réformes attendues, scepticisme persistant

Face à la situation, des mesures de contrôle biométrique ont été annoncées pour éliminer les agents fictifs et les doublons. Mais sur le terrain, les effets restent limités.

Se prononçant sur la question, le coordonnateur du Centre de recherche en finances publiques et développement local (CREFDL), observe que la masse salariale a encore progressé de 11 % cette année. Selon lui, la fonction publique est devenue le principal débouché professionnel, alimentant une course au matricule et des promotions parfois désordonnées. Dans le même temps, les recettes publiques se contractent, accentuant le déséquilibre. La société civile pointe également le maintien d'institutions jugées obsolètes et coûteuses, ainsi que la création de nouvelles structures qui doublonnent avec celles déjà existantes.

Un risque macroéconomique

Pour le FMI, l'absence d'ajustements structurels pourrait entraîner un creusement du déficit dès 2026. Une telle dérive exposerait la monnaie nationale à des tensions accrues et pèserait sur le pouvoir d'achat des ménages.

Entre impératif social, c'est à dire, payer les agents publics et l'exigence de discipline budgétaire, le gouvernement congolais se trouve face à un choix délicat. Les prochains arbitrages détermineront si la trajectoire financière peut être redressée sans compromettre la stabilité économique du pays.



RDC : L'UE engage 81 millions d'euros pour venir en aide à des millions de victimes de la crise

L'Union européenne met 81 millions d'euros sur la table pour tenter d'endiguer la spirale humanitaire qui frappe l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et, au-delà, l'ensemble de la région des Grands Lacs. L'annonce, faite mardi 17 février, intervient dans un contexte de recrudescence des combats et d'aggravation des besoins humanitaires.

Depuis la résurgence du mouvement rebelle M23 en 2021, la situation sécuritaire s'est fortement détériorée dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Début 2025, le groupe armé, accusé d'être soutenu par le Rwanda, a pris le contrôle des villes stratégiques de Goma et Bukavu ainsi que de larges portions de territoire. Ces avancées ont provoqué des déplacements massifs de populations et accentué une crise alimentaire déjà alarmante.

Sur les 81 millions d'euros débloqués par l'UE, 68 millions seront consacrés directement aux opérations humanitaires en RDC. L'objectif : fournir une assistance d'urgence aux millions de personnes touchées par les violences, qu'il s'agisse d'accès à la nourriture, aux soins de santé, à l'eau potable ou à des abris. Les 13,2 millions d'euros restants financeront des programmes régionaux d'aide aux réfugiés ainsi que des dispositifs de préparation aux catastrophes dans les pays voisins des Grands Lacs.

Selon les estimations rappelées par Bruxelles, plus de 21 millions de personnes ont aujourd'hui besoin d'une aide humanitaire en RDC. Près de 28 millions souffrent d'insécurité alimentaire, un chiffre qui illustre l'ampleur d'une crise devenue structurelle après plus de trois décennies de violences dans cette région riche en ressources naturelles et frontalière du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi.

Cette mobilisation financière intervient alors que la commissaire européenne à la gestion des crises, Hadja Lahbib, est en déplacement en RDC, au Burundi et au Rwanda. Sa mission : évaluer les besoins les plus urgents sur le terrain et plaider pour un accès humanitaire sans entrave auprès de toutes les parties au conflit.

Les combats récents, notamment dans la région d'Uvira au Sud-Kivu, ont entraîné la fuite de dizaines de milliers de Congolais vers le Burundi. Malgré plusieurs initiatives diplomatiques, dont une proposition de cessez-le-feu portée par l'Angola et des accords signés à Doha et à Washington, les affrontements se poursuivent. Pour l'heure, aucun des engagements pris n'a permis de rétablir durablement la paix dans l'est de la RDC.

Face à cette impasse sécuritaire, l'aide européenne apparaît comme un soutien vital, mais insuffisant à elle seule pour résoudre une crise enracinée depuis des décennies.





01 GABON

Les réseaux sociaux suspendus jusqu'à nouvel ordre, les raisons évoquées

02 MADAGASCAR

La ville de Toamasina ravagée par le cyclone Gezani, 59 morts et 15 disparus selon un nouveau bilan

03 INTERPOL

Face aux jihadistes, Abuja reçoit un important lot de matériel militaire de Washington

GABON : LES RÉSEAUX SOCIAUX SUSPENDUS JUSQU'À NOUVEL ORDRE, LES RAISONS ÉVOQUÉES

La soirée du mardi 17 février 2026 a marqué un tournant numérique au Gabon. La Haute autorité de la communication (HAC) a annoncé la suspension immédiate des réseaux sociaux sur l'ensemble du territoire, et ce, jusqu'à nouvel ordre.

La décision, rendue publique à la télévision nationale Gabon 1ère, a été lue par le porte-parole de l'institution, Jean-Claude Mendome. Sans citer de cas précis, le régulateur affirme avoir observé une multiplication de contenus jugés « inappropriés, diffamatoires, haineux et injurieux », susceptibles de menacer la cohésion sociale et la stabilité des institutions.

Selon la HAC, certaines publications porteraient atteinte à la dignité humaine, favoriseraient la propagation de fausses informations et contribueraient à des troubles à l'ordre public. L'autorité évoque également des situations de cyberharcèlement et dénonce un usage qu'elle qualifie d'abusif des plateformes numériques.

Si la responsabilité de certains internautes gabonais est pointée du doigt, le régulateur met aussi en cause les entreprises propriétaires des plateformes, estimant que la modération des contenus illicites n'est pas suffisamment assurée.

Dans le pays, des applications comme WhatsApp, Facebook et TikTok figurent parmi les plus utilisées. Aucune exception n'a été annoncée, laissant les usagers sans visibilité sur la durée réelle de cette mesure. Cette suspension générale intervient dans un contexte où les autorités affichent une volonté accrue de contrôle de l'espace numérique, au nom de la sécurité nationale et du respect des lois en vigueur. Reste à savoir combien de temps durera cette coupure et quelles en seront les répercussions sur la vie sociale, économique et politique du pays.



MADAGASCAR : LA VILLE DE TOAMASINA RAVAGÉE PAR LE CYCLONE GEZANI, 59 MORTS ET 15 DISPARUS SELON UN NOUVEAU BILAN

Six jours après le passage dévastateur du cyclone Gezani, le bilan humain et matériel continue de s'alourdir à Toamasina, deuxième ville de Madagascar. Selon les autorités, au moins 59 personnes ont perdu la vie et 15 autres restent portées disparues. Plus de 800 blessés ont été recensés.

Une ville meurtrie

Avec des rafales atteignant jusqu'à 250 km/h, Gezani a frappé de plein fouet cette cité portuaire d'environ 400.000 habitants, située sur la côte nord-est de la Grande Île. Les dégâts sont considérables. Près de 25.000 habitations ont été détruites et 27.000 autres inondées. Plus de 200 salles de classe ont été partiellement ou totalement ravagées.

Dans les rues du centre-ville, l'eau boueuse stagne encore par endroits, charriant débris et branchages. Des quartiers entiers restent privés d'électricité et d'eau potable. Selon le Programme alimentaire mondial, la ville ne dispose plus que d'environ 5 % de son approvisionnement électrique, compliquant l'organisation des secours et la distribution de l'aide.

Des milliers de déplacés

La catastrophe a contraint quelque 16.000 personnes à quitter leur domicile. Des écoles ont été transformées en centres d'accueil d'urgence. Là, des familles patientent pour recevoir des vivres tandis que des équipes médicales procèdent à des dépistages, notamment contre le paludisme, dans un contexte sanitaire fragilisé.

Le dernier bilan officiel contraste fortement avec le précédent, qui faisait état de 43 morts. Les autorités redoutent encore une aggravation du nombre de victimes à mesure que les opérations de recherche progressent.

Une île frappée coup sur coup

Gezani est le second cyclone à frapper Madagascar en quelques semaines. Début février, le cyclone tropical Cyclone Fytia avait déjà touché le nord-ouest du pays, causant au moins sept morts et plus de 20.000 déplacés. Cette succession d'événements extrêmes met à rude épreuve les capacités de réponse d'un pays régulièrement confronté aux catastrophes naturelles.

Lors de sa prière dominicale à Rome, le pape Léon XIV a adressé ses pensées à la population malgache, évoquant « deux cyclones coup sur coup » ayant durement éprouvé l'île.



Face à l'ampleur des besoins, l'aide internationale s'organise. La Chine a annoncé une aide non remboursable de 100 millions de yuans, soit environ 12 millions d'euros. La France a, de son côté, dépêché des vivres, des sauveteurs et des pompiers depuis La Réunion, située à un millier de kilomètres des côtes malgaches.

Après avoir traversé Madagascar, Gezani a poursuivi sa trajectoire vers le Mozambique. Bien qu'il soit resté à une cinquantaine de kilomètres des côtes, le cyclone a provoqué la mort de quatre personnes dans la région d'Inhambane et causé d'importants dégâts matériels.

À Toamasina, l'heure est désormais à l'urgence humanitaire et au déblaiement. Mais pour des milliers de familles, la reconstruction s'annonce longue, dans un pays déjà fragilisé par la répétition des catastrophes climatiques.



Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N° 087 - 20/02/2026